



Réunion du Comité du SCF
Washington D.C. (réunion virtuelle)
Vendredi 25 juin 2021

RAPPORT SUR LES RISQUES DU SCF
RÉSUMÉ

DÉCISION PROPOSÉE

Le Comité du SCF a examiné le document SCF/TFC.15/4 intitulé *Rapport sur les risques du SCF*, et a pris note avec satisfaction des progrès réalisés à l'appui des travaux du Fonds climatique d'investissement stratégique.

Le Comité du SCF demande à l'Unité administrative des CIF de continuer à recenser, évaluer et suivre les principaux risques auxquels le programme est exposé et à faire rapport sur ces derniers.

1 Introduction

1. Les pays bénéficiaires des ressources des CIF continuent de rencontrer de graves difficultés par suite des défis économiques dus à la pandémie de COVID-19 (la pandémie), qui perdurent à l'échelle nationale et locale et qui ont aussi des répercussions sur les projets actuellement mis en œuvre ainsi que sur ceux qui figurent dans la réserve des programmes des CIF.
2. Les pays en développement, parmi lesquels certains bénéficiaires des CIF, étaient déjà fortement endettés lorsque la pandémie est survenue, et sont maintenant confrontés à de graves difficultés budgétaires et monétaires dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour protéger leur économie réelle des effets négatifs des mesures de restriction des déplacements, de confinement et de distanciation sociale mises en place dans le but de réduire la propagation de la pandémie. Le risque que les pouvoirs publics des pays en développement réaménagent leurs priorités budgétaires au détriment du financement de projets axés sur le climat parce qu'ils s'emploient à remédier aux répercussions de la pandémie sur leur économie et la viabilité de leurs finances publiques demeure de surcroît élevé.
3. Tous les programmes des CIF continuent de courir des risques de crédit et de marché ainsi que des risques opérationnels plus importants par suite des répercussions de la pandémie. L'Unité administrative des CIF a, en particulier, observé les nombreux effets de la pandémie sur la mise en œuvre des projets et la solidité financière des bénéficiaires des ressources des CIF.
 - **Retards dans la mise en œuvre des projets** : les restrictions imposées aux déplacements et les mesures de confinement continuent d'empêcher les consultants de se rendre sur les sites des projets, les travailleurs d'accomplir les tâches nécessaires à la mise en œuvre de ces derniers et les parties prenantes de collaborer. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement retardent ou empêchent la passation de marchés de fournitures et de matériels essentiels. Le plus souvent, seulement certains aspects d'un projet prennent du retard, sans entraîner de retard généralisé au niveau de la mise en œuvre, mais il est arrivé qu'il faille prolonger la durée des projets de jusqu'à 24 mois et/ou de restructurer ces derniers. Il n'a toutefois été que rarement (à ce jour) nécessaire d'annuler totalement un projet. Les dates prévues pour l'approbation de financements ont également été repoussées. Ces facteurs ont entraîné, dans le cadre des projets générateurs de remboursement, le retard de décaissements et le glissement du calendrier d'obtention des remboursements prévus pour ces projets.
 - **Impacts économiques** : la pandémie a considérablement ralenti l'activité économique dans la plupart des pays, et a eu des effets encore plus marqués dans ceux qui étaient tributaires de secteurs plus vulnérables (comme les voyages et le tourisme). Elle a de ce fait fortement réduit la solidité des finances publiques de beaucoup d'États, compromis la santé financière de nombreuses industries et d'entités du secteur privé bénéficiant de ressources des CIF, et créé de graves incertitudes financières.

Les agences de notation du crédit ont abaissé la note de nombreux bénéficiaires des ressources des CIF, en indiquant que la pandémie avait contribué à leurs décisions. Les pertes probables des entités du secteur public recevant des financements des CIF, sur la base de leur note de crédit, ont donc augmenté. Aucun emprunteur du secteur public

ayant contracté des financements auprès des CIF ne se trouve toutefois, à ce jour, en défaut de paiement – tandis que plusieurs des emprunteurs des CIF n’ont pas été en mesure d’honorer leurs obligations envers différents détenteurs d’obligations. L’Unité administrative des CIF estime par conséquent que ces baisses des notes de crédit sont moins préoccupantes que le risque d’une réorientation des financements des CIF obtenus par les entités du secteur public vers des objectifs adoptés pour remédier aux répercussions de la pandémie au détriment des priorités climatiques.

Les incertitudes économiques dues à la pandémie ont de surcroît considérablement réduit l’intérêt porté par le secteur privé aux financements verts. Les intermédiaires financiers font état d’une contraction considérable, voire même d’une cessation totale des financements verts des mesures d’atténuation, y compris au titre des énergies renouvelables et de l’utilisation rationnelle de l’énergie, en raison des incertitudes économiques suscitées par la pandémie. Les travaux de construction concernant certains projets donnant lieu à des accords d’achat d’électricité avec des entités privées du secteur de détail ou du tourisme ou avec des services d’utilité collective ont pris du retard, car certains investisseurs privés ont décidé de ne pas approuver d’investissements dans le but de conserver des liquidités. Ces projets souffrent également de retards des paiements dans le cadre de ces contrats par suite du ralentissement de l’activité économique.

4. D’autres effets pourraient se manifester, parmi lesquels :
 - a. Une augmentation de la demande d’octroi par les banques multilatérales de développement de conditions concessionnelles aux bénéficiaires de financements au titre des projets figurant dans la réserve, notamment des demandes de conversion en dons d’instruments de financement ne rentrant pas dans cette catégorie ; et
 - b. Une modification du calendrier des remboursements devant être assurés par les bénéficiaires des financements par suite de la restructuration de ces derniers, donnant lieu à un allongement des différés de paiement et des échéances.
5. Il faut, en revanche, se réjouir de la mise au point, de la distribution et de l’administration de vaccins en vue de lutter contre la pandémie. L’Unité administrative des CIF compte que certains des impacts observés au niveau de la mise en œuvre des projets s’atténueront au fur et à mesure que la disponibilité des vaccins s’accroîtra. Les retards d’exécution dus aux restrictions imposées aux déplacements, aux confinements et aux perturbations des chaînes d’approvisionnement devraient également diminuer. Le processus de distribution des vaccins est toutefois très lent dans la plupart des pays en développement de sorte que, même si l’Unité administrative des CIF prévoit une diminution des retards observés au niveau de la mise en œuvre, ces derniers devraient néanmoins persister pendant au moins 24 mois.
6. Dans l’intervalle, l’amélioration de la situation dépendra de la fréquence, de la durée et de la gravité des épisodes d’accroissement soudain du nombre de cas dans les pays bénéficiaires, ainsi que de l’efficacité des vaccins face aux nouvelles souches du virus qui ne cesse d’évoluer.
7. L’Unité administrative des CIF s’attend à ce que les répercussions économiques et les impacts sur la qualité du crédit et la solidité financière des bénéficiaires des financements perdurent. Certains bénéficiaires du secteur public ont déjà dû réaménager leurs priorités budgétaires au

détriment d'initiatives axées sur le climat pour faire face à des catastrophes naturelles de portée plus réduite. La pandémie sévit à l'échelle de la planète, et l'Unité administrative des CIF craint que les finances publiques ne soient réorientées de manière plus générale pour faire face à ses répercussions. La diminution de l'appétit du secteur privé pour les financements verts persistera probablement bien au-delà des 24 prochains mois.

1. Évaluation des principaux risques — Programme d'investissement forestier (FIP)

8. La matrice ci-après récapitule les principaux risques auxquels le FIP est exposé.

Summary Risk Matrix - FIP			
<u>Risk</u>	<u>Likelihood</u>	<u>Severity</u>	<u>Risk Score</u>
Implementation Risk	Likely	Moderate	High
Currency Risk	Likely	Moderate	High
Resource Availability Risk	Possible	Minimal	Low
Credit Risk	Possible	Moderate	Medium

9. Les risques auxquels le FIP est exposé au stade de la mise en œuvre demeurent **élevés**, puisque 4 des 42 projets approuvés par les conseils d'administration de BMD pour un montant de 65 millions de dollars (soit 9 % du programme) ont été jugés présenter de tels risques. Ces mêmes risques avaient été jugés **élevés** durant les périodes couvertes par les trois rapports précédents et **moyens** pour les périodes couvertes par les quatre rapports antérieurs.
10. La plus-value latente des billets à ordre non encaissés par le FIP est tombée de 33 millions de dollars à 21 millions en raison de l'appréciation de la livre sterling (GBP), et le Fonds continue d'être exposé à un risque de change **élevé**. Le montant des billets à ordre non encaissés est de 131 millions de livres sterling. Le risque de change du programme a été jugé **élevé** au cours des périodes couvertes par les sept derniers rapports.
11. Le FIP continue de courir un **faible** risque de manquer de ressources, car il enregistre actuellement un excédent de ressources aussi bien sous forme de dons que de capital. Le risque au niveau de la disponibilité de ressources du programme a été jugé **faible** durant la période couverte par le dernier rapport et **moyen** durant la période couverte par le rapport précédent ; il avait été noté **élevé** au cours des périodes couvertes par les quatre rapports précédents.
12. Les pertes qui devraient être enregistrées au niveau du portefeuille d'engagement de prêts se chiffrent à 24 millions de dollars et le risque de crédit du programme demeure **moyen**.

2 Évaluation des principaux risques— Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR)

13. La matrice ci-après récapitule les principaux risques auxquels le PPCR est exposé.

Summary Risk Matrix - PPCR			
<u>Risk</u>	<u>Likelihood</u>	<u>Severity</u>	<u>Risk Score</u>
Implementation Risk	Possible	Minimal	Low
Credit Risk	Possible	Severe	High

14. Les risques auxquels est exposé le PPCR au stade de la mise en œuvre ont nettement diminué puisque leur évaluation a été ramenée d'**élevée** à **faible** : en effet seulement l'un des 65 projets, au titre duquel les BMD avaient accordé un financement de 10 millions de dollars dans le cadre du Programme avait été jugé courir de tels risques. Les risques encourus par le Programme au stade de la mise en œuvre avaient été jugés **élevés** au cours des périodes couvertes par les six rapports précédents.
15. Les pertes qui devraient être enregistrées au niveau du portefeuille d'engagement de prêts se chiffrent à 66 millions de dollars, et le risque de crédit associé au programme demeure **élevé**.

3 Évaluation des principaux risques —Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP)

16. La matrice ci-après récapitule les principaux risques auxquels le SREP est exposé.

Summary Risk Matrix - SREP			
<u>Risk</u>	<u>Likelihood</u>	<u>Severity</u>	<u>Risk Score</u>
Implementation Risk	Likely	Severe	High
Currency Risk	Likely	Moderate	High
Resource Availability Risk - Sealed and Reserve Pipelines	Possible	Moderate	Medium
Resource Availability Risk - Sealed Pipeline Only	Unlikely	Minimal	Low
Credit Risk	Likely	Moderate	High

17. Les risques auxquels est exposé le SREP au niveau de la mise en œuvre sont jugés avoir augmenté et demeurent **élevés**. Sept des 46 prêts ayant bénéficié de financements à hauteur de 206 millions de dollars (14 % du programme) ont été jugés courir de tels risques. Ces derniers avaient également été jugés **élevés** durant la période couverte par le rapport précédent, et avaient été notés tour à tour **faibles** et **moyens** durant les périodes couvertes par les cinq rapports antérieurs.
18. Le risque de change auquel est exposé le SREP demeure **élevé**, l'encours des billets à ordre étant de 94 millions de livres sterling et sa valeur étant tombé à 18 millions de dollars. Le risque de change auquel le programme est exposé par suite de la détention de billets à ordre a été jugé **élevé** durant les périodes couvertes par les cinq derniers rapports.
19. Le risque que le SREP ne soit pas en mesure de financer tous les projets inclus dans les deux listes (liste close et réserve) est maintenant jugé **moyen**, bien qu'il existe un **faible** risque que le Programme ne puisse pas financer les projets figurant dans la liste close. Le risque lié à la disponibilité des ressources du SREP pour la liste close et la réserve de projets a été jugé **élevé** durant les périodes couvertes par les six derniers rapports.

20. Les pertes qui devraient être enregistrées au titre du portefeuille d'engagement de prêts se chiffrent à 25 millions de dollars, et le risque de crédit associé au programme demeure **élevé**.